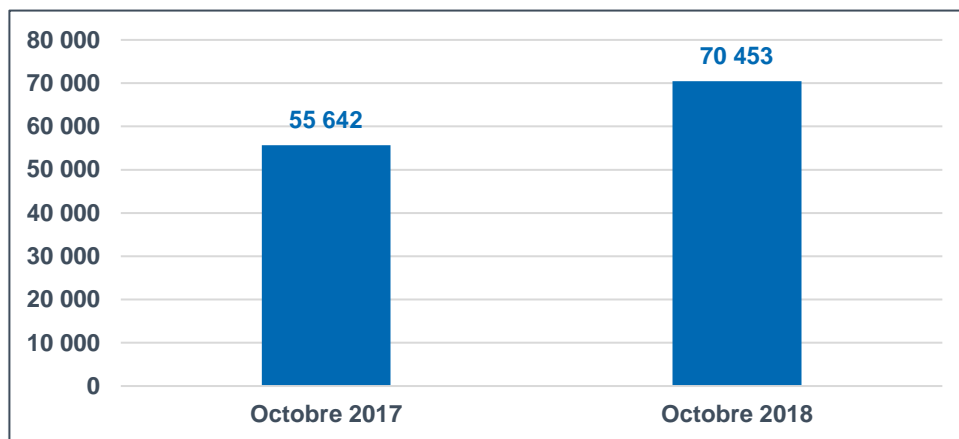


Création d'entreprises

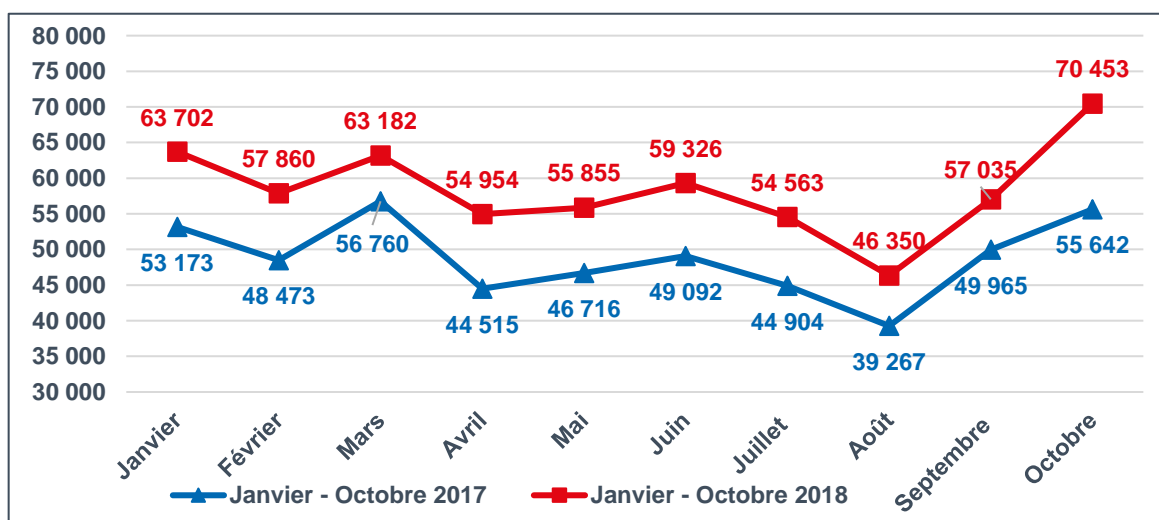
Chiffres d'octobre 2018

- Durant le mois d'octobre 2018, **70 453** nouvelles entreprises ont vu le jour en France, soit une augmentation de **27 %** au regard d'octobre 2017.



Nombre de créations d'entreprises en octobre 2017 et octobre 2018

- La croissance du nombre de nouvelles entreprises enregistrée durant le mois d'octobre 2018 au regard d'octobre 2017 est près deux fois plus importante que celle du mois de septembre 2018 au regard de septembre 2017 (respectivement : 27 % et 14 %). Le mois d'octobre poursuit ainsi la tendance des premiers mois de l'année 2018, enregistrant même la plus forte hausse de l'année.
- Depuis le second semestre 2017, la création d'entreprises connaît une augmentation. Les dix premiers mois de 2018 s'inscrivent dans cette tendance en l'accroissant (+ 19 % entre les dix premiers mois de 2018 et ceux de 2017).



Nombre de créations d'entreprises durant les périodes
Janvier – octobre 2017 et Janvier – octobre 2018

- **45 %** des créations d'entreprises enregistrées depuis le début de l'année 2018 l'ont été sous le régime des micro-entrepreneurs, soit **260 280** unités. Leur nombre s'est accru de **32 %** au regard des dix mois équivalents de 2017. Parallèlement à cette conséquente hausse des micro-entrepreneurs, on observe une augmentation du nombre de nouvelles entreprises ne bénéficiant pas de ce régime (+ 11%). Ces entreprises représentent 55% de l'ensemble des nouvelles unités recensées durant les dix premiers mois de l'année 2018.
- L'augmentation du nombre de créations d'entreprises observée sur la période allant de janvier à octobre 2018 (au regard de la période allant de janvier à octobre 2017) résulte uniquement de la hausse des créations d'**entreprises individuelles** (+ 28 %) qu'elles soient sous le régime des micro-entrepreneurs (32 %) ou au régime général (+ 23 %). En effet, les formes sociétales unipersonnelles (SASU et EURL), aussi bien que pluripersonnelles (SARL, SAS...) enregistrent une stabilisation du nombre de nouvelles unités sur cette même période (respectivement +2 % et + 1 %).
- De janvier à octobre 2018, les activités de type services connaissent une croissance du nombre de nouvelles entreprises (+ 24 % au regard de la période janvier – octobre 2017) plus importante que celle des activités de type commerce (+ 14 %) et des activités secondaires (+ 13 %). Plus généralement, tous **les secteurs d'activités** sont concernés par la hausse du nombre de nouvelles unités entre ces deux intervalles. Nous présenterons les deux catégories extrêmes de croissance :

Les secteurs ayant enregistré une croissance d'au moins 25 % :

- ▶ le courtage (+ 25 %),
- ▶ les services en direction des personnes (+ 28 %),
- ▶ les transports (+ 74 %).

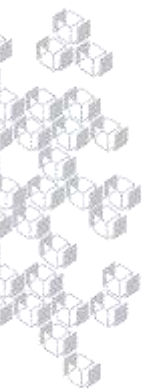
Les secteurs ayant enregistré une augmentation inférieure à 7 % :

- ▶ la santé (+ 3 %),
- ▶ le commerce de bouche (+ 4 %)
- ▶ les activités financières (+ 6 %),
- ▶ le commerce de gros (+ 6 %).

- Toutes **les régions** de France métropolitaine et d'outre-mer, à l'exception de Mayotte (- 25 %), ont connu une croissance du nombre de créations entre les périodes allant de janvier à octobre 2017 et de janvier à octobre 2018. D'ailleurs la plupart d'entre-elles, connaissent une croissance comprise entre + 15 % et + 18 %. Néanmoins certaines régions de la France se distinguent :

Les régions caractérisées par une croissance d'au moins 20 % :

- ▶ Normandie (+ 20 %),
- ▶ Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 22 %),
- ▶ Ile-de-France (+ 23 %),
- ▶ Guyane (+ 33 %).



Les régions caractérisées par une croissance inférieure à 12 % :

- ▶ Corse (+11 %),
- ▶ La Réunion (+ 11 %),
- ▶ Martinique (+ 6 %).

- Près d'un quart des créations d'entreprise de la France métropolitaines, recensées sur la période de janvier à octobre 2018, sont localisées en **zone rurale**, soit 132 897 nouvelles unités. Leur nombre a augmenté de 15 % au regard de la même période de 2017. C'est inférieur à la hausse des créations enregistrées dans les zones urbaines densément peuplées (+ 23 %) ; les zones urbaines intermédiaires enregistrent une évolution proche de celle des zones rurales (+16 %).

Avec respectivement 41 436 et 3 410 nouvelles entreprises recensées de janvier à octobre 2018, les communes classées en **zone de revitalisation rurale** (ZRR) et les communes de montagne bénéficiant des effets de ce dispositif s'inscrivent également dans la croissance (respectivement + 14 % et + 13 % au regard des neufs mois équivalents de 2017), mais dans des proportions moindres que les communes non classées en ZRR (+ 20 %).

TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à octobre 2017 et de janvier à octobre 2018, selon le secteur d'activités

Secteur d'activité	Janvier – octobre 2017	Janvier – octobre 2018	Evolution
Activités secondaires	70 608	79 598	+ 12,7%
Industrie	19 127	22 191	+ 16,0%
Construction	51 481	57 407	+ 11,5%
Activités de type commerce	144 462	164 285	+ 13,7%
Commerce de détail	48 835	52 821	+ 8,2%
Commerce de gros	8 504	9 032	+ 6,2%
Commerce de bouche	1 849	1 919	+ 3,8%
Immobilier	18 094	21 871	+ 20,9%
Hébergement et restauration	26 392	28 829	+ 9,2%
Services en direction des personnes	26 748	34 258	+ 28,1%
Commerce et réparation automobile	14 040	15 555	+ 10,8%
Activités de type services	273 437	338 027	+ 23,6%
Courtage	10 850	13 581	+ 25,2%
Transports	32 958	57 269	+ 73,8%
Activités scientifiques et techniques	84 000	102 047	+ 21,5%
Activités de soutien aux entreprises	30 526	36 409	+ 19,3%
Information et communication	24 661	29 315	+ 18,9%
Enseignement	24 066	28 265	+ 17,4%
Arts, spectacles et activités récréatives	16 948	19 783	+ 16,7%
Santé	36 286	37 488	+ 3,3%
Activités financières	13 142	13 870	+ 5,5%
Ensemble des secteurs	488 507	582 091	+ 19,2%

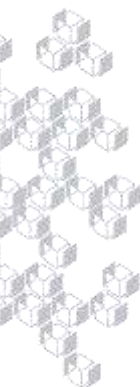


Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à octobre 2017 et de janvier à octobre 2018, selon la nature juridique des entreprises

Nature juridique	Janvier – octobre 2017	Janvier – octobre 2018	Evolution
Entreprises individuelles	324 000	415 251	+ 28,2%
dont micro-entrepreneurs	197 972	260 280	+ 31,5%
Sociétés	164 507	166 840	+ 1,4%
dont sociétés unipersonnelles (SASU, EURL)	85 202	86 863	+ 1,9%
Ensemble des secteurs	488 507	582 091	+ 19,2%

Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à octobre 2017 et de janvier à octobre 2018, selon la région d'implantation de l'entreprise

Secteur d'activité	Janvier – octobre 2017	Janvier – octobre 2018	Evolution
Auvergne-Rhône-Alpes	58 314	68 724	+ 17,9%
Bourgogne-Franche-Comté	13 748	15 949	+ 16,0%
Bretagne	16 416	19 499	+ 18,8%
Centre-Val de Loire	12 427	14 733	+ 18,6%
Corse	3 371	3 747	+ 11,2%
Grand-Est	27 191	31 772	+ 16,8%
Guadeloupe	3 597	4 153	+ 15,5%
Guyane	1 119	1 483	+ 32,5%
Hauts-de-France	28 938	33 386	+ 15,4%
Ile-de-France	143 122	176 035	+ 23,0%
Martinique	2 537	2 697	+ 6,3%
Mayotte	787	587	- 25,4%
Normandie	15 654	18 831	+ 20,3%
Nouvelle Aquitaine	41 722	49 095	+ 17,7%
Occitanie	46 252	53 629	+ 15,9%
Pays de la Loire	19 460	22 705	+ 16,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48 554	59 205	+ 21,9%
La Réunion	5 298	5 861	+ 10,6%
Ensemble des secteurs	488 507	582 091	+ 19,2%



METHODOLOGIE

La création d'une entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire qu'elle doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette définition des créations exclut donc les réactivations dont la dernière cessation est survenue moins d'un an avant la nouvelle création et les reprises d'entreprises pour lesquelles il y a continuité de l'entreprise (évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée).

Les statistiques utilisées dans ce document concernent l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole, autrement dit, les activités de l'industrie, du commerce et des services.

Sont définis comme micro-entrepreneurs dans ce document, tous les entrepreneurs individuels sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social.

Pour réaliser cette note, l'AFE se sert d'informations statistiques brutes issues de la base de données Sirene de l'Insee. Ces informations sont provisoires dans la mesure où les données brutes sont susceptibles d'être modifiées par l'Insee. Les révisions apportées par cet institut seront donc répercutées sur les notes de conjoncture mensuelles réalisées par l'AFE.

Par ailleurs, l'AFE a créé un secteur d'activité intitulé « commerce de bouche ». Il comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C) et les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature NAF rév. 2 ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

L'approche des espaces ruraux est basée sur la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre classes sont ainsi définies :

- les communes denses et les communes intermédiaires qui composent les zones urbaines,
- les communes peu denses et les communes très peu denses qui définissent les zones rurales.

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont un ensemble de communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques, dont la liste est fixée par arrêté. Le classement de ces communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides d'ordre fiscal.

